

in puncto

Gerhard Pfister à propos de l'année électorale

« Pour plus de nous »
Page 4

Entretien avec Isabelle Chappuis

Page 6

Crédit Suisse : nos revendications

Page 8

Votations fédérales du 18 juin : nos recommandations

Page 14



Protégeons

ce qui compte

OUI
Loi climat 18 juin

GARDONS L'ARGENT EN SUISSE

Les **grandes entreprises internationales** paieront au moins 15% d'impôt à l'avenir, ainsi que le veut la réforme de l'OCDE. Les PME suisses ne sont pas concernées.

Si la Suisse n'applique pas cette imposition minimale, **elle renoncera à des recettes supplémentaires annuelles de 1 à 2,5 milliards de francs.**

En l'appliquant, la Suisse conservera cet argent. Il n'y aura pas de perte de recettes au profit d'autres pays.

OUI à
l'imposition minimale
OCDE pour les entreprises multinationales
reform-ocde-oui.ch

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Les élections à Bâle-Campagne et à Zurich nous l'ont montré ce printemps : Le Centre peut gagner de nouveaux électeurs et électrices ! Cela doit également être notre objectif principal, car nous voulons remporter ensemble les élections du 22 octobre 2023. Je me réjouis des mois à venir, car nous avons des raisons d'être confiants. Au Centre, l'ambiance est au renouveau.



Seul un centre politique fort fera avancer la Suisse

En Suisse aussi, la polarisation ne cesse de s'accroître. L'attitude de blocage obstiné des partis de gauche et de droite empêche de mettre en œuvre des réformes essentielles pour l'avenir de notre pays et cette tendance nuit énormément à la Suisse. Notre pays est confronté à des défis de plus en plus complexes qui nécessitent des solutions qui rassemblent les gens et ne les divisent pas.

Nous prenons nos responsabilités et nous nous engageons pour des solutions viables

A travers l'affaire du Credit Suisse, nous avons pris nos responsabilités envers des milliers d'employés et pour protéger notre économie, alors que la gauche et l'UDC ont tous les deux rejeté les crédits d'engagement urgents. Grâce à l'engagement du Centre, une réforme de la prévoyance professionnelle socialement équilibrée et solidaire des générations futures est sur la table, alors que la gauche a annoncé un référendum avant même la fin des débats ! Nous nous engageons en faveur d'une loi pour la protection du climat responsable, qui mise sur les technologies

renouvelables et innovantes et réduit notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Nous la défendons contre le référendum lancé par l'UDC. Enfin, nous sommes le seul parti à exiger l'inscription d'un frein aux coûts dans la Constitution, pour obliger les acteurs de la santé à prendre des mesures de maîtrise des coûts.

Nous défendons une politique constructive qui ne se contente pas de constater les problèmes, mais qui les résout – avec engagement, et non en bloquant obstinément les résolutions. C'est précisément pour cette raison qu'à l'occasion des élections fédérales du 22 octobre, il est essentiel de renforcer le centre politique de la Suisse.

Merci à tous ceux qui y contribuent par leur engagement. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons aller de l'avant !

Gerhard Pfister
Président du Centre Suisse



Succès aux élections cantonales

Ces derniers mois, Le Centre a connu plusieurs succès dans différents cantons. A Zurich et à Bâle-Campagne, nous avons augmenté nos suffrages et gagné plusieurs sièges. Dans le canton de Lucerne, nous restons la première force politique et nous sommes désormais la deuxième force au Tessin. Dans tous ces cantons, nos candidats ont été brillamment réélus dans les gouvernements cantonaux. La Lucernoise Michaela Tschuor et la Genevoise Delphine Bachmann ont également été élues avec un magnifique résultat au conseil d'Etat. Nous félicitons chaleureusement l'ensemble de nos élus et élues et leur souhaitons plein succès dans leurs nouvelles fonctions !



L'Assemblée des délégués de Stans : coup d'envoi de l'année électorale

L'Assemblée des délégués du Centre Suisse s'est tenue en février à Stans (NW); l'occasion pour notre président Gerhard Pfister d'évoquer la dynamique et les priorités politiques du parti pour 2023. « Le succès de la Suisse dépend de sa cohésion. La mission de notre parti, c'est de maintenir l'unité de la Suisse, et nous sommes les seuls à pouvoir le faire. C'est pourquoi un Centre politique fort est plus important que jamais » a déclaré le président du parti Gerhard Pfister dans son discours d'ouverture. La Conseillère fédérale Viola Amherd est quant à elle revenue sur une année de guerre en Ukraine et ses défis pour la politique de sécurité de la Suisse. Par ailleurs, les délégués ont voté en faveur de la loi sur le climat et de la réforme fiscale de l'OCDE.



La réforme du 2^{ème} pilier franchit un cap important

Dans le cadre de la session de printemps, le Parlement a adopté, après de longs débats, la réforme tant attendue du 2^{ème} pilier. Grâce au Centre, nous avons abouti à un projet solidaire des générations et socialement équilibré. La réforme améliore les rentes des personnes à faibles revenus ou exerçant plusieurs activités, elle prévoit des compensations équitables et ciblées pour la génération de transition et garantit le financement du système de prévoyance pour les générations futures. Avec les forces constructives, nous la défendons contre un éventuel référendum !

Energie éolienne = énergie hivernale

Lors de la session de printemps, Le Centre s'est engagé avec succès au Conseil national en faveur de procédures accélérées pour la construction de grandes éoliennes. L'énergie éolienne est en rouage essentiel pour nous aider à pallier la pénurie d'électricité en hiver. Une nouvelle étude de l'Office fédéral de l'énergie montre que la Suisse pourrait produire 29,5 térawattheures (TWh) d'électricité par an à partir de l'énergie éolienne, dont 19 TWh rien que pendant le semestre d'hiver. Cela représente trois fois la production de la centrale nucléaire de Leibstadt en 2022.

Lueur d'espoir pour les coûts de la santé

Grâce au Centre, l'explosion des coûts de la santé est enfin mise à l'agenda politique du Parlement. Dans le cadre de la session de printemps, le Conseil des États a approuvé le contre-projet indirect à l'initiative du Centre pour un frein aux coûts. Les objectifs de coûts et de qualité que le projet contient vont dans la bonne direction, même si l'obligation d'agir fait toujours défaut. Nous continuerons cependant à nous engager de manière constructive en faveur d'un contre-projet efficace.

Les premières formations des candidats ont été couronnées de succès

Les candidats aux élections fédérales 2023 se sont déjà rencontrés à l'occasion de trois formations. Dans le cadre de workshops et d'ateliers, les candidats ont pu approfondir leurs connaissances dans les domaines clefs d'une campagne électorale : entraînement au débat, positionnement, thèmes stratégiques et gestion des réseaux sociaux. Ces événements sont également une formidable occasion de mettre les différents candidats en réseau. Les formations des candidats sont ouvertes à toute personne intéressée. Les prochaines dates sont visibles sur notre site Internet.

Qui est comme toi ? Pour moins de je et plus de nous !

Cet automne, nous réussirons à remporter les élections fédérales que si nous parvenons à convaincre un grand nombre de nouveaux électeurs. Mais qui sont ces personnes ?

Les élections à Bâle-Campagne et à Zurich nous l'ont montré ce printemps : Le Centre peut gagner de nouveaux électeurs et électrices ! Cela doit aussi être notre objectif principal, car c'est ensemble que nous voulons faire partie des vainqueurs des élections du 22 octobre. C'est pourquoi, je compte sur toi : aide-nous à attirer de nouveaux électeurs et électrices.

Le Centre maintient l'unité de la Suisse

Comme le montrent les derniers sondages, les électeurs du Centre sont présents à tous les niveaux : chez les jeunes comme chez les personnes âgées, chez les femmes comme chez les hommes. Et cela me rend fier.

Mais beaucoup de ces personnes ne savent peut-être pas encore que Le Centre représente le choix de parti adéquat en octobre 2023. C'est pourquoi j'ai besoin de ton aide ! En annexe de ce numéro d'in puncto, tu

trouveras une carte postale préaffranchie. Tu peux l'envoyer gratuitement à une personne dont tu penses qu'elle partage les mêmes idées que toi. Quelqu'un dont tu as le sentiment que le Centre serait son choix de parti idéal en octobre 2023.

Prendre le pouls des électeurs et électrices

Chaque personne qui reçoit cette carte postale de ta part a en outre la possibilité de participer à un sondage. Il suffit pour cela de scanner le code QR et de répondre à quelques questions qui nous permettront de comprendre encore davantage où le bât blesse sur le plan politique. Qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, du changement climatique, des coûts de la santé ou de la guerre contre l'Ukraine, nous voulons savoir ce qui préoccupe nos électeurs. Tu peux toi aussi participer maintenant !



Regarde notre vidéo !
[plus-de-nous.ch](https://www.plus-de-nous.ch)

« Participe dès maintenant à notre action de cartes postales ! »

Envoie la carte postale à une personne de ton entourage pour qui Le Centre représenterait le choix de parti idéal en automne 2023, car il est comme toi. Pour moins de je et plus de nous. Et bien sûr, réponds-toi aussi à notre enquête. Un grand merci pour ton soutien !



Participe maintenant à notre sondage !
[plus-de-nous.ch](https://www.plus-de-nous.ch)



Gerhard Pfister
Président du Centre Suisse,
Conseiller national (ZG)



Qui est comme toi ? Participe dès maintenant à notre « action cartes postales » !

La carte postale est jointe à ce numéro d'in puncto. Envoie-la à une personne qui te ressemble et pour qui Le Centre représente le choix adéquat cet automne.

[für-mehr-wir.ch/donne-nous-ton-avis](https://www.für-mehr-wir.ch/donne-nous-ton-avis)



« Les questions liées à la famille, à la conciliation entre le travail et la vie familiale et à l'égalité des droits me tiennent à cœur. »

Isabelle Chappuis
Présidente du Centre Femmes Vaud
Membre de la présidence
du Centre Femmes Suisse

« Le Centre joue un rôle clé dans la formation de consensus. »

Isabelle Chappuis, économiste (HSG) et experte en formation continue, prospective et RH, est spécialiste du « futur du travail » à HEC Lausanne. Éluë au Forum des 100 en 2020, elle est également conférencière, autrice et administratrice indépendante. Mère de trois enfants, Isabelle dirige le Centre Femmes Vaud et siège au présidium du Centre Femmes Suisse.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager en politique, sous la bannière du Centre ?

Ma décision de m'engager au sein du parti Le Centre Vaud a été motivée par la correspondance entre les valeurs du parti et ma propre vision de la société. Je crois fermement en la nécessité de développer une économie performante et dynamique pour assurer une qualité de vie aux citoyens et répondre aux besoins sociaux des plus vulnérables, tout en respectant les préoccupations liées au développement durable. Je partage également l'engagement du Centre envers les familles et le soutien de la classe moyenne, qui sont cruciaux pour la cohésion sociale et la stabilité économique de notre pays. J'aime le fait que Le Centre joue un rôle clé dans la formation de consensus, en proposant des alternatives pragmatiques et concrètes aux idées politiques plus polarisées. Tout comme j'aime

créer des passerelles entre les gens, Le Centre crée des passerelles entre les partis de gauche et de droite, en favorisant le dialogue et la coopération pour atteindre des objectifs communs. Cette posture me correspond parfaitement.

Qu'est-ce qui vous a motivée à vous présenter aux élections fédérales ?

Après avoir œuvré en tant que conseillère communale pendant 8 ans, j'ai rejoint Le Centre Vaud à l'été 2022 pour m'engager davantage et à un autre niveau. Passer de conseillère communale à conseillère nationale représente un grand saut, mais mon intérêt pour la politique fédérale est motivé par les thématiques qui m'importent et dépendent principalement de la Confédération, telles que la sécurité, la protection des données, la recherche et développement, l'éducation et les nouvelles technologies. Rapidement, le parti m'a confié la présidence du Centre Vaud Femmes et m'a intégrée au présidium du Centre Femmes Suisse. La possibilité de traiter des dossiers au niveau fédéral est une expérience fascinante.

Pouvez-vous nous parler d'une expérience personnelle qui a influencé votre engagement politique ?

Les graines de mon engagement au Centre ont été semées en 1995 alors que je partageais le même bureau que Marie-France Roth-Pasquier (aujourd'hui conseillère nationale fribourgeoise) à la Schweizer Rückversicherung à Zurich. Nos retrouvailles ont eu lieu 25 ans plus tard, en 2020, lorsque nous avons toutes deux été nommées au Forum des 100. Elle pour son engagement politique et moi pour mon expertise liée à l'impact de l'IA et de la digitalisation sur le marché du travail. Son enthousiasme et sa capacité à être force de proposition

et actrice du changement m'ont inspirée à suivre son exemple.

Quels sont les enjeux politiques qui vous tiennent particulièrement à cœur et que vous souhaitez défendre si vous êtes élue ?

Je me passionne pour l'étude du futur du travail, car nous vivons une période d'incertitudes où les métiers évoluent extrêmement rapidement. L'accélération de l'obsolescence des compétences humaine sera un défi majeur des années à venir. Faire évoluer la politique de formation continue sera essentiel pour aider les travailleurs à s'adapter aux nouveaux métiers, garantissant ainsi la disponibilité de main-d'œuvre et de talents pour nos entreprises et PME, soutenant notre croissance économique et le bien-être sociétal. En tant que mère de trois enfants et présidente de la section femmes du Centre Vaud, toutes les questions liées à la famille, à la conciliation entre le travail et la vie familiale et à l'égalité des droits hommes-femmes me tiennent évidemment à cœur.

En dehors de la politique, qu'est-ce qui est important pour vous ?

Aimer. Apprendre. Partager.

Aimer ma famille, mes parents dont je suis très proche et à qui je dois tant, mon mari et mes trois enfants qui représentent mon Centre à moi, ainsi que mes ami(e)s qui comptent énormément. **Apprendre** en continu et garder cet émerveillement devant tout ce que je pourrai encore découvrir. **Partager** les bons moments, mes idées et mon expérience, car j'aime les gens. J'aime le contact humain et j'adore les interactions.

Quel adjectif vous caractérise-t-il le mieux ?

Enthousiaste.

« Je me passionne pour l'étude du futur du travail. »

Le cas du Credit Suisse : clarifier les responsabilités et renforcer la réglementation

L'échec du Crédit Suisse a ébranlé la Suisse. Cette débâcle est en premier lieu la conséquence de graves erreurs de la part de la direction. Mais c'est une fois de plus les contribuables suisses qui supportent le poids financier de cette débâcle.

Le Centre exige que les conditions qui ont mené à l'effondrement de la deuxième plus grande banque du pays soient analysées de manière minutieuse et objective, et que les adaptations nécessaires de la réglementation actuelle puissent être identifiées pour empêcher que ce type de situation ne se reproduise.

Le Centre demande notamment :

1. Une clarification rapide des responsabilités ;
2. Des ratios de fonds propres plus élevés pour les banques d'importance systémique ;
3. Une interdiction du versement de bonus les années de pertes ;
4. Un cadre clair et strict pour les garanties accordées par la Confédération ;
5. Une nouvelle stratégie en matière de marchés financiers : plus une banque est grande, internationalisée et fait peser un risque élevé pour l'économie, plus elle doit être réglementée ;

6. Une analyse précise des raisons pour lesquelles les règles « too big to fail » ont échoué ;

7. Une expertise critique sur l'application du droit d'urgence ;

Philipp Matthias Bregy, président du Groupe du Centre, prend position sur le cas du Crédit Suisse :

Philipp Matthias Bregy, Gauche et Droite ont rejeté les crédits d'engagement en faveur de la BNS et de l'UBS lors de la session extraordinaire sur le Crédit Suisse en avril. Vous avez critiqué cette décision en la qualifiant d'« irresponsabilité collective ». Pour quelle raison ?

Je partage l'indignation suscitée par l'échec du Credit Suisse. Il est choquant que la Suisse soit à nouveau confrontée à une mauvaise gestion des banquiers et que la Confédération doive à nouveau mettre la main à la poche pour sauver une banque. Malgré cela, il a fallu prendre rapidement des décisions difficiles pour protéger l'économie suisse. Le Centre a pris ses responsabilités en approuvant les crédits d'engagement



« Nous avons besoin d'une réglementation qui soit efficace lorsque cela s'avère nécessaire. »

accordés par la Confédération. Le Credit Suisse aurait fait faillite le 20 mars 2023, si les conseillers fédéraux de l'UDC et du PS avaient pris la même décision que leurs groupes parlementaires. Cela aurait mené à des conséquences désastreuses pour des milliers d'employés et pour notre économie. C'est cette politique partisane que j'ai qualifiée « d'irresponsabilité collective ».

Ce rejet n'a toutefois pas de conséquences concrètes.

Il y a pourtant des conséquences très concrètes. Ce refus a notamment empêché de mettre à disposition du Conseil fédéral les moyens nécessaires pour permettre une action en responsabilité contre les dirigeants du Crédit Suisse, comme Le Centre le demande.

Le Centre demande un traitement rapide et complet de cette affaire. Qu'est-ce qui est central à vos yeux ?

Il faut examiner rapidement s'il existe d'autres moyens pour que la Confédération puisse déposer une plainte en responsabilité contre le management du CS. Il faut ensuite déterminer comment la réglementation existante doit être renforcée pour prévenir les futures crises financières. Lors de la session spéciale de mai, nous avons soutenu des orientations qui permettent d'augmenter les fonds propres des banques d'importance systémique, de réglementer plus strictement le versement des bonus et de renforcer les compétences de la Finma en matière de surveillance et de sanctions. Nous devons également mettre en place une commission d'enquête parlementaire (CEP). Si les difficultés du Credit Suisse étaient connues depuis longtemps, je ne comprends

pas pourquoi les instances de surveillance sont restées les bras croisés. Pourquoi la Finma n'a-t-elle pas réagi plus tôt ? Ces questions doivent être clarifiées. Et nous devons tirer les bonnes leçons de l'échec de la notion « too big to fail ». De mon point de vue, il est essentiel que, lors de l'élaboration d'une nouvelle norme, nous écoutions moins les banques et davantage les experts indépendants. Nous avons besoin d'une réglementation qui soit efficace lorsque cela s'avère nécessaire. Ce n'était manifestement pas le cas.



Philipp Matthias Bregy Président du Groupe parlementaire du Centre

Des impôts et des rentes équitables pour les couples mariés !

Depuis l'automne dernier, la récolte de signatures de nos deux initiatives pour des impôts et des rentes équitables pour les couples mariés, est en cours. Dans cette interview, la présidente du Centre Thurgovie et députée Sandra Stadler, nous révèle de quelle manière son parti cantonal utilise les initiatives dans la campagne électorale, quelles actions sont prévues pour l'année électorale et quel bilan elle tire après sa première année de présidence du Centre Thurgovie.

Sandra Stadler, la collecte de signatures pour nos initiatives contre la discrimination des couples mariés a commencé il y a environ six mois. Quelles expériences avez-vous faites jusqu'à présent ? Comment les gens réagissent-ils aux initiatives en Thurgovie ?

Les gens réagissent toujours de manière très positive. Nous avons commencé à récolter des signatures dès le mois d'octobre lors de différents stands. J'étais curieuse de voir comment nous étions perçus par la population avec ces thèmes, comment les gens réagissaient à nos arguments et surtout si les discriminations évidentes en matière d'AVS et d'impôts sensibilisaient les gens. Et c'est bien le cas ! Les personnes sont très intéressées. Il a été facile

d'engager le dialogue avec eux sur les arguments relatifs à nos initiatives et de les convaincre de signer.

Comment vos candidats utilisent-ils les initiatives ?

Après avoir reçu tant de réactions positives de la part de la population, nous avons directement intégrées ces initiatives dans la campagne électorale de chaque candidate et candidat. Dans ce contexte, les initiatives sont surtout utiles parce qu'elles nous permettent très facilement l'échange avec les gens. C'est le plus important. Une fois que la glace est brisée, il est beaucoup plus facile de dialoguer de manière plus personnelle.



« Les initiatives permettent de dialoguer avec les gens. C'est ce qui compte le plus dans une campagne électorale. »

Comment organisez-vous vos stands en Thurgovie ?

Nous essayons de partir d'une approche ludique. Nous avons notamment conçu nous-mêmes des affiches pour nos stands, avec le célèbre graphique de la pizza qui représente la discrimination de l'AVS. Elles sont assez grandes. Lorsque les gens arrivent sur le marché, ils le remarquent tout de suite et s'y intéressent. Nous tournons aussi régulièrement des vidéos humoristiques avec des personnes en train de signer et nous les postons sur les réseaux sociaux. Beaucoup trouvent cela amusant, apprécient ce contact décontracté et ce côté ludique. Parfois, il y a aussi un cadeau à gagner ou une roue de la fortune.

Comment se déroule votre préparation à la campagne nationale ?

Nous nous appuyons sur les succès que nous avons connus l'année dernière au niveau communal et nous mettons tout en œuvre pour assurer la visibilité du Centre en Thurgovie. Nous y parvenons notamment en

ayant déposé 10 listes de candidats complètes et en écrivant intensivement des cartes postales à tous nos candidats. En outre, nous tenons à ce que tous nos candidats développent dès à présent le contact avec la population. Les stands, les initiatives, mais aussi toutes les réunions publiques visent à créer un lien avec la population. Au final, chaque action, aussi petite soit-elle, et chaque contact avec les électrices et les électeurs peut faire la différence.

Vous êtes présidente du Centre Thurgovie depuis environ un an. Quelles sont vos expériences ?

Cette première année a été vraiment passionnante. Je suis très reconnaissante de pouvoir constater chaque jour combien de personnes s'engagent dans notre parti et font de la politique ensemble. Car notre parti est une grande famille. Et la génération montante est déjà là. De nombreux jeunes issus de différents districts s'engagent pour ce parti et soutiennent notre positionnement, notamment en matière de politique sociale. Notre objectif est de mener

une politique orientée vers des solutions en traitant des domaines qui préoccupent les gens. La réforme de la LPP sera, à mon avis, l'un des thèmes importants des prochains mois.



Sandra Stadler
Présidente du Centre Thurgovie, Députée au Grand Conseil (TG)

3x Oui le 18 juin 2023 !

Recommandations de vote du Centre Suisse – Le 18 juin 2023, nous voterons sur la loi sur la protection du climat, sur l'imposition minimale de l'OCDE, ainsi que, sur la loi Covid 19. Le Centre se positionne clairement en faveur de ces trois objets.



Promouvoir les énergies renouvelables locales et réduire les dépendances : Oui à la loi sur la protection du climat

La loi sur le climat est une chance pour la Suisse. En fixant l'objectif de zéro émission de gaz à effet de serre net d'ici 2050, la loi climat permet d'accélérer la transition énergétique, de développer plus rapidement les énergies renouvelables, et de réduire nos dépendances aux énergies fossiles.

3 raisons pour lesquelles Le Centre dit clairement Oui à la loi sur le climat

1. Faire de la transition énergétique une chance pour la Suisse
Le Centre s'engage pour une politique climatique durable, sociale et innovante. Grâce à cette loi, nous protégeons notre climat en accélérant le développement des technologies propres et nous créons les emplois de demain.

2. Réduire les dépendances en développant les énergies renouvelables au niveau local

La guerre en Ukraine nous a sans doute fait ressentir comme jamais auparavant à quel point notre économie et notre mode de vie sont dépendants des importations des énergies fossiles. Nous voulons plutôt investir ces milliards en Suisse pour développer les filières d'énergies renouvelables, afin de renforcer notre sécurité énergétique et notre économie.

3. Orientée vers l'avenir et adaptée aux générations futures

Les générations futures doivent continuer à bénéficier d'une économie dynamique et d'un marché du travail attractif. Avec la loi sur la protection du climat, nous consolidons la place d'innovation suisse, et nous prenons maintenant les mesures appropriées pour accélérer le tournant énergétique et atteindre l'objectif de zéro émission de CO₂ d'ici 2050.

Pour que nos recettes fiscales restent en Suisse : Oui à l'impôt minimum de l'OCDE

Avec l'impôt minimum de l'OCDE, les entreprises actives au niveau mondial dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros doivent être imposées à au moins 15 %. En Suisse, cela concerne environ 200 grandes entreprises et quelque 2'000 sociétés étrangères établies dans le pays. Cette réforme ne concerne donc pas les PME et les entreprises actives uniquement au niveau national. Les recettes supplémentaires générées par cet impôt reviendront à 75 % aux cantons et à 25 % à la Confédération. L'imposition minimale de l'OCDE est nécessaire pour maintenir les recettes fiscales en Suisse, garantir une sécurité juridique à nos entreprises et assurer la compétitivité de la place économique suisse. Le 18 juin, le Centre dit clairement Oui à l'impôt minimum de l'OCDE.

Restons prudents : Oui à la loi Covid

Depuis avril 2022, la responsabilité de la gestion de la pandémie incombe aux cantons. Toutefois, l'évolution de la situation étant encore incertaine, le principe de prudence s'impose pour que certains instruments éprouvés, comme le contact tracing ou l'obligation de déclarer les stocks de produits thérapeutiques, restent à la disposition de la Confédération en cas d'urgence. En disant Oui à la loi Covid, nous pourrions continuer à protéger la population si la situation venait à se détériorer et garantir la disponibilité des médicaments. C'est pourquoi Le Centre soutient la prolongation des bases légales correspondantes.



Le Centre. Points de vue et personnes.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

-  [Mitte_Centre](#)
-  [Mitte.Centre](#)
-  [Mitte_Centre](#)
-  [mitte-centre](#)
-  [DieMitte-LeCentre](#)

Soutenez-nous en faisant un don via Twint !



Impressum

in puncto
Actualités du Centre Suisse
Numéro 1 mai 2023
IBAN: CH54 0900 0000 3000 3666 4

Edition et rédaction
Le Centre Suisse
Case postale, 3001 Berne
info@le-centre.ch

Abonnement in puncto
info@le-centre.ch
le-centre.ch/devenir-membre/